



Mettre fin à la crise climatique – reconstruire l'économie sur un mode écologique

Le réchauffement climatique est l'une des plus grandes menaces pesant sur l'humanité. Sans une action rapide, les catastrophes naturelles, les problèmes alimentaires et les conflits liés aux flux migratoires continueront de s'intensifier. Le climat pourrait atteindre un point de basculement synonyme de conséquences irréversibles. Les coûts de notre mode de vie et de notre modèle économique (mode de gestion économique) sont repoussés dans l'hémisphère Sud et dans l'avenir sous la forme de la pollution environnementale et de l'exploitation des ressources naturelles. Si la catastrophe climatique et la surexploitation des ressources naturelles sont dues essentiellement à la partie la plus riche de la population, les conséquences touchent principalement les plus pauvres. Cependant, à mesure que la charge exercée sur la nature augmente, les changements climatiques deviennent de plus en plus perceptibles dans notre pays également. L'évolution observée à ce jour montre que l'épuisement des ressources naturelles et notre modèle économique sont inextricablement liés.

En signant l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée, avec la communauté internationale, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter la surchauffe climatique à une valeur située bien au-dessous de 2 degrés, de préférence inférieure à 1,5 degré. Cela suppose une sortie rapide et méthodique des énergies fossiles et de l'énergie atomique. Le PS va donc exercer une pression politique massive à tous les niveaux pour promouvoir une transformation socio-économique. Cela exige des conditions-cadres favorables et une législation efficace destinées à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le but est de prévenir la progression du changement climatique et d'empêcher une pollution accrue de notre environnement.

Les problèmes actuels de dégradation de l'environnement ne peuvent être résolus que par un changement radical de système dans l'ensemble de la société. Nous avons besoin d'un système économique dont la survie n'est pas liée à une croissance économique permanente. La concrétisation de ce système passe par une démocratisation de l'économie. L'accent est ici mis sur la nécessité de léguer un environnement intact à toutes les générations futures.

Le PS pose les exigences suivantes :

- Pour 2020-2030, nous devons pratiquer une politique climatique ambitieuse qui se conforme aux objectifs de l'Accord de Paris au niveau national. Pour que la Suisse devienne neutre sur le plan climatique d'ici à 2045, la transformation du système énergétique doit être accélérée. Nous devons réduire la consommation d'énergie, accroître l'efficacité énergétique, accélérer la rénovation des bâtiments, électrifier le trafic routier et promouvoir le passage à une mobilité respectueuse du climat.
- Il faut mettre en œuvre une politique contraignante en faveur du développement des énergies renouvelables, en particulier de l'énergie solaire. Les objectifs intermédiaires relatifs au développement des énergies renouvelables et à la réduction des émissions de CO2 doivent être renforcés et s'inscrire dans une stratégie contraignante de décarbonisation.
- La stratégie de la place financière doit toujours être respectueuse du climat. L'objectif est qu'à partir de 2025, les entreprises suisses ne financent plus de projets pétroliers et gaziers et qu'elles ne détiennent plus de participations dans des entreprises actives dans ces secteurs.
- La Suisse doit contribuer au financement de mesures mises en œuvre dans les pays du Sud selon le principe du pollueur-payeur, afin de pouvoir cofinancer les 100 milliards de dollars annuels promis par la communauté internationale pour faire régner plus de justice climatique.
- L'augmentation des émissions de CO2 doit être combattue avec détermination. Il faut introduire une taxe sur les billets. Les recettes doivent être utilisées pour le financement international de la lutte contre le changement climatique. La Suisse doit s'engager au niveau international en faveur d'une taxe sur le kérosène. En raison de la concurrence entre zones terrestres (terres émergées) pour la production alimentaire et de la destruction des forêts vierges, les « biocarburants » ne peuvent constituer une solution de rechange.